

Considérant que l'avis n'a pas été communiqué dans le délai imparti;
Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Le chapitre 4 de l'arrêté ministériel du 21 octobre 2013 portant cofinancement de travaux d'assainissement du sol, comprenant l'article 5, est abrogé.

Art. 2. Le chapitre 5 du même arrêté, comprenant l'article 6, est abrogé.

Art. 3. Le chapitre 4 de l'arrêté ministériel du 21 octobre portant cofinancement de travaux d'assainissement du sol, tel qu'en application le jour précédent l'entrée en vigueur du présent arrêté, reste d'application aux demandes de paiement du cofinancement introduites par le bénéficiaire auprès de l'OVAM après le 31 mars 2019 relatives à un cofinancement octroyé avant le 1^{er} avril 2019 par décision de l'administrateur général de l'OVAM.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2019.

Bruxelles, le 14 février 2019.

Le Ministre flamand de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Nature et de l'Agriculture,
K. VAN DEN HEUVEL

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/40558]

5 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels spécialisés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 35, § 4, 37, 51, alinéa 1^{er}, 52, 101, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, 108, alinéa 2, 6^o, 143 et 149;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés;

Vu le « test genre » du 14 mars 2018 établit en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis n° 162-10 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné en juin 2018;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 10 juillet 2018 et le 26 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2018;

Vu l'avis n° 63.993/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

Considérant que les services résidentiels spécialisés peuvent être mandatés par le tribunal de la jeunesse lorsqu'il s'agit de prendre en charge des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction, en vertu de l'article 101, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, ou de l'article 108, alinéa 2, 6^o, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse et peuvent être mandatés par le conseiller de l'aide à la jeunesse ou par le directeur de la protection de la jeunesse lorsqu'il s'agit de prendre en charge des enfants en difficulté ou en danger, en vertu de l'article 35, § 4, ou de l'article 53, § 1^{er}, du même décret;

Considérant qu'à Bruxelles, les services agréés sont directement mandatés par le tribunal de la jeunesse pour la prise en charge d'enfants en danger en vertu de l'ordonnance du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse et de l'accord de coopération du 11 mai 2007 entre la Communauté française, la Communauté flamande et la Commission communautaire commune, relatif à l'aide à la jeunesse et que, dans ces hypothèses, le service mandaté rend son rapport au tribunal de la jeunesse, s'agissant de l'autorité mandante;

Considérant que les intervenants des services concernés par le présent arrêté sont tenus au respect du secret professionnel, en vertu de l'article 157 du décret précité;

Considérant qu'en tant que services agréés pour la prise en charge de jeunes poursuivis pour un fait qualifié infraction, les services résidentiels spécialisés sont tenus d'informer le service ad hoc de l'administration de leurs disponibilités de prises en charge conformément à l'article 100 du décret précité et à son arrêté d'exécution;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté a pour objet de déterminer les conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels spécialisés, dans le cadre de la prise en charge des enfants en difficulté et en danger et des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction visés aux articles 20, 38 et 55 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° service : le service résidentiel spécialisé;

2° nombre de mandats agréés : le nombre de mandats que le service peut assumer simultanément en vertu de son agrément;

3° arrêté du 5 décembre 2018 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

CHAPITRE 2. — Missions et conditions particulières d'agrément

Art. 3. Le service résidentiel spécialisé a pour mission d'organiser un accueil collectif de 15 jeunes ou enfants prioritairement destiné aux jeunes poursuivis pour un fait qualifié infraction et de manière accessoire aux enfants en difficulté et en danger qui nécessitent une aide particulière et spécialisée eu égard à des comportements agressifs ou violents ou des problèmes psychologiques graves.

Le service contribue également à l'élaboration et à l'encadrement de projets d'aide pouvant être mis en œuvre à l'issue de l'accueil du jeune ou de l'enfant par le service en vue de sa réinsertion familiale ou d'un essai de vie en résidence autonome.

Art. 4. § 1^{er}. Le mandat précise l'identité du jeune ou de l'enfant, la mission confiée au service, la nature de l'aide apportée, les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée.

Un mandat ne peut concerner qu'un seul enfant ou jeune.

§ 2. Le service adresse un rapport à l'autorité mandante, dans les 2 mois qui suivent la date du mandat.

Ce rapport contient une analyse de la situation et les particularités de l'aide apportée.

Le service adresse un rapport complémentaire à l'autorité mandante au moins tous les 6 mois.

L'autorité mandante peut en tout temps demander un rapport complémentaire.

Lorsque le service est mandaté par le tribunal de la jeunesse pour un jeune poursuivi pour un fait qualifié infraction, il transmet copie des rapports au service de la protection de la jeunesse, par l'intermédiaire du directeur.

Art. 5. Le nombre de mandats agréés est de 15 et 2/3 au moins de la capacité totale sont destinés aux jeunes poursuivis pour un fait qualifié infraction.

Par dérogation à l'alinéa 2, pour les services qui organisent la prise en charge exclusive de jeunes filles ou qui organisent un accueil mixte, 50 % au moins de la capacité totale sont destinés aux jeunes poursuivis pour un fait qualifié infraction.

Art. 6. Le service ne peut refuser la prise en charge d'un jeune ou d'un enfant que si l'accueil de celui-ci risque de porter préjudice aux jeunes et enfants déjà pris en charge conformément au projet éducatif du service.

CHAPITRE 3. — Subventionnement

Section 1^{re}. — Subventions pour frais de personnel

Art. 7. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° 12 éducateurs dont 1 coordinateur barème A;

2° 1,5 psycho-social;

3° 0,5 administratif;

4° 1,5 technique;

5° 1 directeur.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A.

Section 2. — Subventions pour frais de fonctionnement

Art. 8. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 57 à 61 de l'arrêté du 5 décembre 2018 allouée au service est fixée à 76.930,90 euros.

CHAPITRE 4. — Dispositions abrogatoires, transitoires et finales

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés, modifié par les arrêtés du 8 novembre 2001, du 24 mars 2003, du 17 juin 2004, du 14 mai 2009 et du 23 janvier 2014, est abrogé.

Art. 10. Les services qui sont agréés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés sont agréés de plein droit sur la base du présent arrêté, à partir de son entrée en vigueur.

Les services visés à l'alinéa 1^{er} se conforment aux conditions particulières du présent arrêté pour le 31 décembre 2019 au plus tard.

Art. 11. Pour les services visés à l'article 9 qui bénéficiaient, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un nombre d'équivalents temps plein supérieur à celui établi sur la base des normes fixées par le présent arrêté, ce nombre est maintenu et pris en compte pour l'octroi des subventions pour frais de personnel jusqu'au départ naturel du personnel excédentaire.

Art. 12. Pour les services agréés sur la base de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés pour plus ou moins de 15 mandats, l'agrément sur la base du présent arrêté ne modifie pas le montant des subventions pour frais de personnel et de fonctionnement qui leur sont allouées.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2019.

Art. 14. Le ministre ayant la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 décembre 2018.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse,
des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/40558]

5 DECEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van gespecialiseerde residentiële diensten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, de artikels 35, § 4, 37, 51, lid 1, 52, 101, § 1, lid 1, 5°, 108, lid 2, 6°, 143 en 149;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van gespecialiseerde opvangcentra;

Gelet op de 'gendertest' van woensdag 14 maart 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, 2e lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op advies nr. 162-10 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven in juni 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juli 2018 en 26 november 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 juli 2018;

Gelet op het advies nr. 63.993/2 van de Raad van State, gegeven op 10 oktober 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring voor de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Overwegende dat de gespecialiseerde residentiële diensten kunnen worden gemandateerd door de jeugdrechtsbank in het geval van de tenlasteneming van jongeren die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, krachtens artikel 101, § 1, lid 1, 5° of artikel 108, lid 2, 6°, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming en kunnen worden gemandateerd door de adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd of door de directeur van de jeugdbescherming in het geval van de tenlasteneming van kinderen in moeilijkheden of in gevaar, krachtens artikel 35, § 4, of artikel 53, § 1, van datzelfde decreet;

Overwegende dat de rekende diensten in Brussel rechtstreeks worden gemandateerd door de jeugdrechtsbank voor de tenlasteneming van kinderen in gevaar krachtens de ordonnantie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan de jeugd en het samenwerkingsakkoord van 11 mei 2007 tussen de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie inzake hulpverlening aan jongeren en dat de gemandateerde dienst, in die gevallen, een verslag overmaakt aan de jeugdrechtsbank die handelt als mandaterende overheid;

Overwegende dat de betrokkenen van de diensten waarvan sprake is in dit besluit, gebonden zijn door de geheimhouding krachtens artikel 157 van het hiervoor genoemde decreet;

Overwegende dat de gespecialiseerde residentiële diensten als erkende diensten voor de tenlasteneming van jongeren die een als misdrijf beschreven feit hebben gepleegd, verplicht zijn om de ad-hocdienst van het bestuur te informeren over hun beschikbaarheid voor tenlastenemingen overeenkomstig artikel 100 van het hiervoor genoemde decreet en het uitvoeringsbesluit ervan;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Toepassingsgebied en definities

Artikel 1. Onderhavig besluit heeft als doel om de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van gespecialiseerde residentiële diensten vast te leggen, in het kader van de tenlasteneming van kinderen in moeilijkheden en in gevaar en jongeren die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd bedoeld in de artikels 20, 38 en 55 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1° dienst: de gespecialiseerde residentiële dienst;

2° aantal erkende mandaten: het aantal mandaten die door de dienst simultaan bekleed kunnen worden;

3° besluit van 5 december 2018: het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring voor de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

HOOFDSTUK 2. — *Taken en bijzondere toekenningsvoorwaarden*

Art. 3. De gespecialiseerde residentiële dienst heeft als taak een collectief onthaal organiseren voor 15 jongeren of kinderen hoofdzakelijk bedoeld voor jongeren die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en ondergeschikt voor kinderen in moeilijkheden en in gevaar die bijzondere en gespecialiseerde hulp nodig hebben door agressief of gewelddadig gedrag of ernstige psychologische problemen.

De dienst draagt ook bij aan de uitbreiding en omkadering van hulpprojecten die kunnen worden ingericht na het onthaal van de jongere of het kind door de dienst met het oog op een herintegratie in zijn gezin of op autonoom wonen.

Art. 4. § 1. Het mandaat vermeldt de identiteit van de jongere of het kind, de aan de dienst toevertrouwde taak, de aard van de verstrekte hulp, de beoogde doelstellingen, de gronden en de duur.

Een mandaat mag slechts één kind of jongere betreffen.

§ 2. De dienst maakt binnen de twee maanden die volgen op de datum van het mandaat een verslag over aan de mandaterende overheid.

Dit verslag bevat een analyse van de situatie en de bijzonderheden van de verstrekte hulp.

De dienst maakt om de zes maanden een aanvullend verslag over aan de mandaterende overheid.

De mandaterende overheid kan op elk ogenblik een aanvullend verslag vragen.

Wanneer de dienst door de jeugdrechtbank gemandateerd wordt voor een jongere die een als misdrijf omschreven feit heeft gepleegd, maakt hij via de directeur een kopie van de verslagen over aan de dienst voor jeugdbescherming.

Art. 5. Het aantal erkende mandaten bedraagt 15 en minstens 2/3 van de totale capaciteit is bedoeld voor jongeren die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd.

In afwijking van lid 2 is, voor diensten die uitsluitend de tenlasteneming van jonge meisjes of een gemengd onthaal organiseren, minstens 50 % van de totale capaciteit bedoeld voor jongeren die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd.

Art. 6. De dienst mag de tenlasteneming van een jongere of een kind alleen weigeren als dit onthaal een risico vormt voor de jongeren en kinderen die reeds ten laste genomen zijn overeenkomstig het educatief project van de dienst.

HOOFDSTUK 3. — *Subsidiëring**Afdeling 1.* — Subsidies voor personeelskosten

Art. 7. De voorlopige jaarlijkse subsidies voor personeelskosten bedoeld in de artikels 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018, worden toegekend aan de dienst op basis van de normen voor de volgende personeelsleden, uitgedrukt in voltijdse equivalenten:

1° 12 opvoeders waarvan 1 coördinator uit loonschaal A;

2° 1,5 psychosociaal;

3° 0,5 administratief;

4° 1,5 technisch;

5° 1 directeur.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, lid 2, van het besluit van 5 december 2018, kan de directeur, op vraag van de inrichtende overheid, worden vervangen door een coördinator met loonschaal A.

Afdeling 2. — Subsidies voor werkingskosten

Art. 8. De voorlopige jaarlijkse subsidies voor werkingskosten bedoeld in de artikels 57 tot 61 van het besluit van 5 december 2018 toegekend aan de dienst wordt vastgelegd op 76.930,90 euro.

HOOFDSTUK 4. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 9. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring voor de gespecialiseerde opvangcentra, gewijzigd bij de besluiten van 8 november 2001, 24 maart 2003, 17 juni 2004, 14 mei 2009 en 23 januari 2014, wordt opgeheven.

Art. 10. De diensten die zijn erkend op de datum van de inwerkingtreding van onderhavig besluit op basis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring voor de gespecialiseerde opvangcentra worden van rechtswege erkend op basis van onderhavig besluit, vanaf de inwerkingtreding ervan.

De diensten bedoeld in lid 1 voldoen voor ten laatste 31 december 2019 aan de bijzondere voorwaarden van dit besluit.

Art. 11. Voor de diensten bedoeld in artikel 9 die, voor de inwerkingtreding van onderhavig besluit, een aantal voltijdse equivalenten genoten dat hoger ligt dan datgene vastgelegd op basis van de normen die door dit besluit worden bepaald, wordt dit aantal gehandhaafd en wordt hiermee rekening gehouden voor de toekenning van de subsidies voor personeelskosten tot het natuurlijke vertrek van het overtollige personeel.

Art. 12. Voor de diensten erkend op basis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring voor de gespecialiseerde opvangcentra voor meer of minder dan 15 mandaten, wijzigt de erkenning op basis van onderhavig besluit niet het bedrag van de subsidies voor personeels- en werkingskosten die aan hen zijn toegekend.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2019.

Art. 14. De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 december 2018.

De Minister-President, bevoegd voor gelijke kansen en vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd,
Justitiehuisen, Sport en de Promotie van Brussel,
R. MADRANE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200998]

31 JANVIER 2019. — Décret modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité*

Article 1^{er}. Dans l'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 7^o, les mots « la Commission wallonne pour l'énergie (CWAPE) » sont remplacés par les mots « l'Administration »;

b) au 11^o, les mots " la CWAPE " sont remplacés par les mots " l'Administration ".

Art. 2. A l'article 25^{quater}/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les mots « la CWAPE » sont remplacés par les mots « l'Administration ».

Art. 3. Dans l'article 34 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « , non discriminatoires et dont le respect fait l'objet d'un contrôle par la CWAPE, entre autres les obligations suivantes : » sont remplacés par les mots « et non discriminatoires. Le respect de celles-ci fait l'objet d'un contrôle par la CWAPE, à l'exception des obligations prévues au 4^o, b), et d) à g), dont le contrôle est effectué par l'Administration. Le Gouvernement impose entre autres les obligations suivantes : »;

2^o au 4^o, b) et f), les mots « la CWAPE » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration ».

Art. 4. Dans l'article 34^{bis} du même décret, inséré par le décret du 17 juillet 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots " , non discriminatoires et dont le respect fait l'objet d'un contrôle par la CWAPE, entre autres les obligations suivantes : " sont remplacés par les mots « et non discriminatoires. Le respect de celles-ci fait l'objet d'un contrôle par la CWAPE, à l'exception des obligations prévues au 3^o, a), dont le contrôle est effectué par l'Administration. Le Gouvernement impose entre autres les obligations suivantes : " ;

2^o à l'alinéa 1^{er}, 3^o, a), les mots « la CWAPE » sont remplacés par les mots

« l'Administration »;

3^o à l'alinéa 2, les mots « à la CWAPE » sont remplacés par les mots « à l'Administration ».

Art. 5. Dans l'article 36 du même décret, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par le décret du 17 juillet 2008, les mots « Après avis de la CWAPE, le " sont chaque fois remplacés par le mot « Le ».

Art. 6. A l'article 36^{ter} du même décret, inséré par le décret du 4 octobre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « Après avis de la CWAPE, le " sont remplacés par le mot « Le »;

2^o à l'alinéa 3, les mots « La CWAPE » sont remplacés par les mots « L'Administration ».

Art. 7. Dans l'article 37 du même décret, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par le décret du 23 janvier 2014, au paragraphe 5, les mots " Après avis de la CWAPE, le " sont remplacés par le mot " Le ".

Art. 8. A l'article 38 du même décret, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par le décret du 27 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots « Après avis de la CWAPE, le " sont remplacés par le mot « Le »;

2^o au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « la CWAPE » sont remplacés par les mots « l'Administration »;

3^o au paragraphe 3, les mots « , après avis de la CWAPE sur le caractère particulièrement innovant du processus utilisés, » sont abrogés;

4^o au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « la CWAPE » sont remplacés par les mots « l'Administration »;

5^o au paragraphe 5, les mots « Après avis de la CWAPE, le » sont remplacés par le mot « Le »;

6^o aux paragraphes 6 et 6^{bis}, les mots « , après avis de la CWAPE, » sont chaque fois abrogés;

7^o au paragraphe 7, les mots " La CWAPE » sont remplacés par les mots « L'Administration ».

Art. 9. A l'article 39 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « Après avis de la CWAPE, le " sont remplacés par le mot « Le »;

2^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « la CWAPE » sont remplacés par les mots « l'Administration »;

3^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 5, les mots « , après avis de la CWAPE, » sont abrogés;

4^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 6, les mots « la CWAPE » sont remplacés chaque fois par les mots « l'Administration »;

5^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 6, les mots « alinéas 1^{er} à 4 » sont remplacés par les mots « alinéas 1^{er} à 5 »;

6^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 6, les mots « , après avis de la CWAPE, » sont abrogés;